

**PIERRE GAUTIER MAIRE DE
NICE (1922-1927)***

par Patrick LABORDE

*** Résumé d'un mémoire de maîtrise préparé sous la direction de M.
Schor et soutenu devant la Faculté des Lettres de Nice.**

Il y a cinquante huit ans mourrait Pierre Gautier qui avait présidé, cinq années durant, aux destinées de la ville de Nice. Seule une plaque, apposée sur l'ancienne place de la Préfecture, commémore son passage à la tête de l'Hôtel de Ville ; et combien y font attention ? Car Pierre Gautier est un des bannis du Panthéon niçois (1) dans lequel il aurait pu figurer aux côtés de ses pairs.

Cette exclusion entoure le personnage d'un halo de mystère, halo qui s'épaissit à mesure que l'on tente de le percer. Tout concourt donc à piquer notre curiosité, d'autant plus que ses années de "règne" (1922-1927) constituent un moment clé du développement niçois. Sa relative proximité fait, tout d'abord, que nous en vivons certaines de ses conséquences ; mais surtout, l'immédiat après-guerre définit une période charnière qui entérine la disparition du XIXe siècle, éponge le passif du premier conflit généralisé et enfin prépare l'ascension de Jean Médecin.

Cependant, cette situation de pivot, associée au caractère mystérieux de Pierre Gautier, nous amène à nous plonger plus avant dans le passé pour tenter de comprendre et d'éclairer un visage et des mécanismes qui émergent après l'Armistice.

L'EXIL (1858-1885)

Tout débute en fait deux ans avant que le comté de Nice ne soit rattaché à la France.

Il est neuf heures du soir, le 28 juillet 1858, quand les époux Bavastro, Bernard, coiffeur, et Françoise, sage-femme, présentent au vicaire Caisson de la cathédrale de Sainte-Réparate, leur filleul né la veille à dix heures dans la matinée pour faire constater sa naissance et le faire baptiser. Ils déclarent que l'enfant, né de père inconnu, aurait été mis au monde par une certaine Thérèse Rostan. Le baptême est alors administré à l'enfant qui reçoit les prénoms de François et de Pierre.

Cet enfant, qui n'était encore que François Rostan, allait devenir maire de Nice, sous le nom de Pierre Gautier, car sa véritable mère n'est autre que la fille de Thérèse Rostan, Marie Séneca, qui ne le reconnaît qu'en 1877. Le père reste pour sa part complètement inconnu, son identité pouvant être celle d'un amant de passage comme celle d'un notable qui aurait d'ailleurs pu, par la suite, soutenir la carrière de son fils illégitime.

Ce mystère s'ajoute à celui de l'enfance du jeune Rostan, dont on ne peut rien affirmer. Tout au plus pouvons-nous supposer qu'elle s'est déroulée au sein d'un milieu populaire auquel appartient Thérèse Rostan. Les choses s'éclaircissent par la suite, puisque le futur maire fut placé chez les enfants de troupe à Saumur où il reçoit une éducation de base. Les années passent, et un an après être devenu Séneca (cf. supra), François entre comme cavalier-élève à l'Ecole de Cavalerie de Saumur dont il sort en septembre 1879 avec les galons de maréchal des logis.

Débute alors son service militaire actif qui le mène en Algérie. C'est au mois de novembre que François, Pierre rejoint le 2e Spahis, régiment de cavalerie de l'Armée d'Afrique. Ses missions dans sa nouvelle unité ne visent qu'à maintenir l'ordre établi depuis l'écrasement de l'insurrection de la Kabylie en 1871. Mais en 1881, Bou Hamama rallume la guerre sainte qui ne s'achève qu'en 1883 avec la défaite des rebelles. Pierre Séneca contribue à la victoire de ses couleurs en parcourant le Sud Oranais à l'occasion de huit campagnes. La médaille coloniale et de l'avancement viennent alors récompenser notre futur édile.

(1) Comme Honoré Sauvan et Alexandre Mari, tous trois appartenant à une même équipe.

Le mois de septembre 1884 le voit regagner la métropole et passer dans la réserve dans laquelle il poursuit sa carrière qui l'amène jusqu'au grade de sous-lieutenant en 1885 pour ne jamais dépasser celui de capitaine. Il est alors attaché au Ile Hussards à Tarascon au sein duquel il effectue des périodes ponctuelles.

Il semblerait que ce soit à cette époque qu'il ait épousé la duchesse Anne Fialin de Persigny, fille de Jean, Gilbert, ministre de Napoléon III, et de Albine Ney de la Moskowa, la propre petite fille du maréchal Ney et du banquier Lafitte, qui vient hiverner à Cannes. C'est peut-être là que se sont rencontrés Pierre et Anne, mais pour le reste, cette union est bien nébuleuse. Les dates, les lieux de résidence sont inconnus et les témoignages d'une vie commune font défaut, ce qui ne constitue qu'un mystère de plus.

UN CITOYEN HONORABLE

François, Pierre Séneca est encore en Algérie, quand sa mère épouse, le 1er septembre 1882, Horace Gautier qui, alors âgé de soixante ans, reconnaît François, Pierre comme son fils légitime et lui donne son nom.

Trois ans plus tard, Pierre devenu Gautier vient s'installer à Nice, d'abord chez ses parents, puis dans ce qui semble être une dépendance de leur logement. Il est alors rattaché à une famille connue dont certains des membres se sont distingués, avec notamment le frère d'Horace, Antoine, qui avait fait partie de la municipalité du rattachement et s'était consacré à la musique et à la science. Les Gautier appartiennent à la bourgeoisie moyenne de province et constituent une de ces vieilles familles niçoises qui dominent la cité.

Pierre se déclare rentier, mais ne dispose d'aucun capital. On peut dès lors s'interroger sur la provenance et la réalité de ces rentes et avancer qu'il profite des ressources de sa famille. Ce nouveau clair-obscur s'accorde d'ailleurs avec l'atmosphère impressionniste que dégage le personnage.

Mais avant la fin du siècle s'estompe ce brouillard persistant. Pierre Gautier enterre sa première femme en 1898 et épouse trois ans plus tard Nora Gilly. Il s'agit alors d'une union de qualité qui lui apporte l'aisance financière et le poids de sa belle-famille chez laquelle il s'installe. L'obtention de la Légion d'honneur (1) vient ensuite couronner son ascension au sein de la société niçoise : il peut désormais briguer un mandat politique.

LA MOUVANCE SAUVAN

Pierre Gautier est alors un proche d'Honoré Sauvan qui a été élu maire de Nice en 1896. Quatre ans plus tard, le suffrage populaire lui est à nouveau favorable et il entraîne Gautier à l'Hôtel de Ville. Ces succès se renouvellent en 1900 et 1908, date à laquelle Pierre accède au poste de troisième adjoint. La Commission du Théâtre est son domaine qui le reste durant toute sa carrière. Cette consécration ne dure cependant que quatre ans puisque les élections de 1912 envoient le général Goiran à la mairie tandis que Sauvan et Gautier sont renvoyés dans l'opposition.

(1) De chevalier en 1906, il devient officier en 1923.

Mais avant ce désaveu public, notre adjoint avait eu l'occasion d'occuper le poste de secrétaire général du Comité des Fêtes dès 1901. Cette fonction faisait de lui le responsable de l'exécutif d'un organisme clé du tourisme local. L'animation de la cité pendant la saison d'hiver repose en grande partie sur le Comité dont l'efficacité est primordiale. En tenant ce rôle avec bonheur, Pierre Gautier devient l'homme de la saison et par conséquent une figure de la commune, dont la prospérité dépend de la bonne santé du phénomène touristique.

Mais ses activités s'achèvent normalement avec l'échec de 1912. Gautier se consacre alors à la lutte contre la nouvelle municipalité et profite des élections législatives de 1914 pour attaquer l'équipe en place. L'adversaire n'est autre qu'Ernest Lairolle, député sortant de la deuxième circonscription. Malgré des prises de position au niveau national, le vrai débat se cantonne au cadre niçois. Cela n'empêche pas Lairolle de l'emporter mais Gautier a pu, ainsi, manifester publiquement son opposition au général Goiran et se poser en personnage d'importance. Car il est devenu le second Sauvan, son champion, chargé de combattre lors d'engagements parallèles. Et malgré l'échec collectif de 1912, Pierre Gautier n'a cessé de gravir les échelons qui ont fait de lui le bras droit d'un maire en puissance.

C'est alors la première guerre mondiale qui vient bouleverser les échéances électorales. Gautier rejoint son régiment au dépôt de Marseille en 1914, avant de gagner le front de l'Aisne en 1917. L'Armistice le renvoie à Nice où se préparent les élections municipales qui mettent en scène prétendants et appareils politiques.

LE CLAN SAUVAN

Nous pénétrons alors au sein de mécanismes dont le clan est la forme la plus représentative. Tout part de personnalités qui partagent sensiblement les mêmes opinions et qui se répartissent les pouvoirs locaux. Ce patriciat est cependant divisé en groupes opposés auxquels les élections donnent l'occasion de se disputer les meilleures places. Chaque groupe forme ainsi un clan (qui peut se subdiviser en autant de sous-groupes qu'il y a de postes à pourvoir), le tout reposant sur une hiérarchie qui va du député au militant de base.

Honora Sauvan illustre ce phénomène en représentant les milieux populaires (orphelins depuis la mort de Borriglione) tout en conservant des appuis chez leurs pendants conservateurs. Un réseau d'amitiés personnelles vient consolider l'ensemble et notamment celles de Raiberti ou des francs-maçons. Pierre Gautier peut prétendre aux mêmes appuis et bénéficie, de surcroît, de ses liens de parenté avec les Bartety, les Médecin et les Gilly.

Cette oligarchie a néanmoins besoin de clientèles pour assurer son maintien au pouvoir. On peut citer au premier chef de ces groupes de pression, la presse, et pour ce qui concerne Sauvan, Le Petit Niçois qui se démarque ensuite de Gautier, tandis que L'Eclaireur amorce le chemin inverse. Il faut également tenir compte des associations, dont le poids est primordial et qui peuvent être des comités de quartiers, des corporations voire des personnalités, qui offrent une caution morale ou technique au candidat de leur choix. On trouve enfin à la base de la pyramide les agents électoraux, employés municipaux (pour obtenir le maire sortant) et bénévoles qui animent la campagne dans la rue.

Seules des personnalités peuvent prétendre diriger un clan ainsi formé, ce qui explique que l'on retrouve toujours les mêmes noms à l'heure des consultations électorales. Sauvan et

Gautier, qui disposent d'un appareil efficace et éprouvé, sont de ceux-là.

Tout est alors en place pour les nouvelles campagnes municipales.

LES ECHEANCES ELECTORALES

La consultation du corps électoral se déroule en décembre 1919 et, tandis que le général Goiran se retire, Honoré Sauvan observe une prudente réserve. Il délègue en fait ses lieutenants, dont Gautier, sur la liste de conciliation de l'adjoint sortant, Dules Febvre. Mais à l'issue du premier tour, Paul Bounin, protestataire chevronné met en ballottage la coalition qui se dissout avec le retrait de Jules Febvre. Sauvan et ses amis forment une nouvelle liste qui enlève, lors du second tour, les quatorze sièges du quatrième canton. Le ralliement de douze indépendants leur offre une confortable majorité devant laquelle Bounin doit s'incliner. Sauvan devient alors maire et désigne Gautier comme premier adjoint.

Ce retour aux affaires ne dure cependant que deux ans pour le sénateur-maire, qui meurt en janvier 1922 en laissant derrière lui un vide politique.

Gautier fait alors figure de favori pour lui succéder et se voit, malgré des heurts de personnalité, désigné par le Conseil municipal pour occuper le fauteuil vacant de maire. Les défections des adjoints Caillet et Autie amènent Gautier à se modeler une nouvelle majorité où il se trouve des fidèles dans les personnes d'Alexandre Mari, son premier adjoint à partir de 1924, et de Denis Ciaudo.

Mais s'il a su préserver l'héritage de Sauvan, les élections de 1925 l'entraînent, cette fois, devant le verdict populaire. Il bâtit donc à cet effet une nouvelle liste, à laquelle se rallient les personnalités niçoises, tant politiques qu'économiques. Des nouveaux venus, dont Jean Médecin, font alors leur apparition sur cette liste, soutenue par L'Eclaireur, qui autorise les alliances les plus larges. L'opposition, dont Le Petit Niçois se fait l'écho, se place principalement sous la bannière de Paul Bounin qui espère réussir là où il avait échoué six ans plus tôt. D'autres candidatures secondaires, comme celles du cartel ou d'André Saytour, directeur du Caméléon, s'opposent au maire, mais elles ne peuvent prétendre jouer un rôle important. La bataille s'engage sur le terrain populiste et aussi sur la vénalité prétendue des édiles.

Mais dès le premier tour, la liste Gautier balaye ses adversaires et enlève les trente six sièges. Une plainte pour corruption électorale, rejetée d'ailleurs par le Conseil d'Etat, ne peut empêcher Pierre Gautier d'être élu maire par le nouveau Conseil municipal ; Alexandre Mari étant élu premier adjoint, tandis que Ciaudo, Pietri et Médecin occupent des postes d'adjoints.

LES OPTIONS POLITIQUES

Définir la couleur politique des équipes Sauvan et Gautier n'est pas des plus aisés. En effet, si Honoré Sauvan dispose d'une clientèle populaire et se classe parmi les radicaux (avec lesquels il siège au Sénat), son action à la tête de la mairie se place dans la continuité de celles de ses prédécesseurs conservateurs. Il se situe en fait à l'aile gauche des Républicains modérés qui dominent la région.

Pierre Gautier revendique, en permanence, son héritage et peut se targuer d'avoir à sa disposition les mêmes appuis parisiens et locaux. Il dérive cependant vers la droite, à mesure que ses soutiens de gauche disparaissent. L'hostilité croissante du Petit Niçois à son égard et la défection de Caillet marquent bien cette évolution. Même s'il se sent proche des radicaux, son pouvoir dépend de la droite. Gautier est avant tout un centriste que l'expérience du cartel rapproche du bloc national.

Sa politique édilitaire en est la meilleure illustration, avec des indicateurs de tendance qui la classent en effet à droite. L'imposition se fonde plus sur l'octroi (qui frappe les consommateurs sans distinction de condition) que sur les prélèvements directs sur les patrimoines, qui restent parmi les plus bas de France malgré une sensible augmentation. L'entreprise et la propriété sont ainsi favorisées aux dépens de l'individu salarié. La ventilation des crédits municipaux confirme cet état d'esprit, avec une priorité donnée aux grands travaux, bien que les dépenses sociales se maintiennent en bonne position. Enfin, la ligne directrice de la politique municipale consiste à promouvoir un tourisme de haut de gamme. Ces indicateurs témoignent donc de l'orientation politique de droite des équipes Gautier.

Les préoccupations sociales ne sont cependant pas absentes de leur action. Les sommes consacrées à l'instruction publique (constructions d'établissements scolaires, indemnités versées aux enseignants et bourses d'études) sont loin d'être négligeables, tout comme celles affectées aux services sociaux d'assistance, de logement ou de santé. Gautier donne donc la priorité aux affaires lucratives pour ensuite prendre en charge certains problèmes sociaux. Nous sommes en présence d'un paternalisme que la composition sociologique des listes candidates aux élections municipales affirme : les notables y sont présents à plus de 90 %, quelles que soient les étiquettes des listes importantes.

Quelques grands principes président donc à l'action édilitaire qui ne se réfère jamais à un débat d'idées. Car avant d'être une confrontation idéologique, les élections municipales sont la manifestation de la lutte pour le pouvoir local dont la réussite n'est qu'une des facettes. Les édiles s'en remettent avant tout à leur clan, dont le poids infléchit leur action limitée au cadre local. Le maire n'est pas un politicien mais un administrateur intégré à un ensemble départemental.

Pierre Gautier correspond à ce modèle du maire et c'est donc à partir de sa gestion des affaires communales qu'il faut établir un bilan.

LA SITUATION FINANCIERE

L'abondance d'une oeuvre édilitaire étant en relation directe avec l'épaisseur de la bourse municipale, l'équipe Sauvan-Gautier s'attelle immédiatement à renflouer les caisses publiques -car ces dernières sont vides- tandis que s'amoncellent les dettes sur le bureau de l'adjoint Caillet, délégué aux finances (1). Mais les circonstances ne lui laissent aucun répit et réclament trente cinq millions de francs (2). Or, dans le même temps, les ressources traditionnelles (octroi, taxes diverses) se sont taries à la suite de la guerre. La municipalité utilise alors un remède vieux comme les finances publiques en augmentant, tous azimuts, ses prélèvements fiscaux et en comprimant ses dépenses. L'heure de la prodigalité n'a pas encore sonné.

Il faut cependant boucler le budget et, pour ce faire, la mairie se lance dans une politique d'emprunts qui n'a pour but, dans un premier temps, que de consolider la dette. La ville emprunte pour rembourser, puis réemprunte et entre dès lors dans un cycle infernal. Tout rentre heureusement dans l'ordre à partir de 1923 avec la reprise économique et l'accroissement budgétaire qui en découle. Les emprunts sont, en effet, désormais destinés à des investissements constructifs dans les services et les édifices.

(1) Elles dépassent les soixante millions de francs.

(2) La commune a déjà dû emprunter pour ne solder que le malheureux million destiné aux traitements des employés municipaux.

L'accroissement des recettes communales et les conditions avantageuses du crédit favorisent cette politique que Gautier développe après sa réélection de 1925. Le nouveau train de vie de la commune autorise les projets les plus ambitieux, ce dont Nice ne se prive pas, car les remboursements pèsent de moins en moins sur un budget en expansion. Le cycle infernal dette-emprunt-dette a donc cédé la place aux investissements rentables, ce qui est révélateur de l'assainissement des finances municipales. Car en 1919, Nice sort de la première guerre mondiale complètement ruinée. Les caisses municipales accusent un déficit de deux millions (sans tenir compte de la dette de soixante et un millions de francs). Mais en quelques années, le budget s'accroît considérablement. Les recettes (augmentent de 160 % (entre 1920 et 1926) et les dépenses (pour la même période) de 116 %, la différence entre les deux chiffres témoignant du passage d'un état de déficit à celui d'excédents répétés.

Mais si la reprise économique entretient cette expansion, c'est sur les impôts que repose toute la politique municipale. La fiscalité alimente, en effet, le compte courant et sert à gager les annuités des emprunts indispensables à l'activité édilitaire. La commune ajoute à la matière imposable des centimes dits "additionnels" dont le nombre augmente de 167,82 % entre 1921 et 1927. Dans le même temps, leur produit croît de 654 %, la différence s'expliquant par la valeur du centime communal (témoin de la santé de l'économie locale) qui se bonifie de 75,24 %. Nice reste cependant une des grandes villes françaises les moins imposées.

Ces prélèvements directs ne recouvrent pas la totalité des ressources fiscales et se placent après les taxes communales, parmi lesquelles dominent l'octroi et la taxe de séjour. Le premier accuse une augmentation de ses revenus, de l'ordre de 259,45 % à laquelle la prospérité renaissante de l'économie niçoise n'est pas étrangère, puisque le taux de prélèvement ne croît que jusqu'en 1922. La taxe de séjour, créée en 1920, dispose d'un budget particulier qui augmente de 63,54 % entre 1921 et 1927, sans alourdir son taux.

L'expansion budgétaire entraîne l'équilibre des comptes qui n'était obtenu, dans les premières années, que grâce à des emprunts de comblement. Les légers déficits passagers (1923 à 1925) sont éponnés par les excédents antérieurs et cette situation d'euphorie garantit la politique somptuaire voulue par Pierre Gautier.

LES REALISATIONS

L'œuvre édilitaire de Gautier se résume principalement à un certain nombre de réalisations dans les domaines des grands travaux, de la réorganisation des services municipaux et de l'assistance sociale. La priorité est cependant réservée aux travaux publics qui suivent les directions de l'extension urbaine et de l'embellissement de la cité.

La fièvre du bâtiment qui agite alors Nice amène la mairie à établir ou à élargir des grands axes de circulation, à la fois à l'intérieur de l'agglomération (boulevards Bischoffsheim, G. Desplaces, rue de France), mais aussi pour faciliter les liaisons avec l'extérieur (grâce aux raccordements avec la RN7, la route Nice-Puget-Théniers ou à la moyenne corniche). Malgré le retard de l'application du plan régulateur d'alignement (dit "Cornudet"), de multiples rues secondaires sont tracées dans les quartiers en développement. Des travaux d'assainissement viennent ensuite compléter l'ensemble pour le rendre vivable.

L'embellissement de la cité (qui constitue un atout touristique) se traduit d'abord par la création d'espaces verts et de parcs comme sur la colline du Château ou sur le Paillon,

désormais couvert. La municipalité se lance de plus dans la création d'un éclairage de luxe sur le front de mer et les grandes voies, et étend le réseau ordinaire d'illumination dans la vieille ville, notamment.

La réorganisation et le développement des services communaux représentent le second pôle d'intérêt des équipes Gautier. Il faut d'abord revoir les traités avec les compagnies concessionnaires (fourniture des eaux, du gaz, de l'électricité et transports urbains), que la guerre a rendus inopérants. De nouveaux avenants avec la S.G.N. et la C.G.E. sont conclus en 1922 pour ce qui concerne le gaz, l'électricité, l'eau ; et en 1923 avec les T.N.L. Les tarifs sont fixés d'un commun accord et les concessionnaires paient une redevance indexée sur leurs bénéfices. L'idée maîtresse consiste à assurer les services en obtenant des prix de vente modérés, d'où la modicité des redevances perçues par la ville qui s'associe de surcroît à des travaux ponctuels. Elle agit de même pour moderniser des secteurs qui ne dépendent pas directement d'elle, avec la compagnie des chemins de fer PLM (rénovation des gares), l'Etat et la Chambre de Commerce (extension du port). Mais le plus spectaculaire réside assurément dans la création de l'aéroport dont le Sud-Est a besoin. Gautier achète les terrains à l'Etat, mais meurt avant de voir le projet mené à son terme.

L'éducation n'est pas oubliée et, en dehors des fra[^] d'administration ou des bourses, la commune multiplie les établissements scolaires. Bien que quatre nouvelles écoles soient ouvertes, le développement emprunte les voies de l'adduction des classes dans les centres existants. Le secondaire se voit, pour sa part, doté de groupes scolaires agrandis, avec les lycées de jeunes filles et de garçons, tandis que la ville achète en 1926 l'hôtel du Parc Impérial pour y établir une école primaire supérieure et une annexe du lycée de garçons.

L'action culturelle municipale se manifeste dans le domaine de la culture, par l'acquisition de bâtiments destinés à la bibliothèque "villa Rambourg", au Conservatoire et à l'Ecole de Dessin (villa Thiolo), et au Musée baptisé Jules Chéret (villa Thomson).

Comme nous pouvons le constater, les pierres retiennent toute l'attention de Gautier sans pour autant que l'assistance sociale ne soit oubliée. La guerre est d'ailleurs responsable de la recrudescence de l'action des édiles dans ce domaine ; car n faut soulager les victimes, ce à quoi s'emploient un certain nombre d'organisations para municipales, comme la Caisse du Fond de Chômage, tandis que les employés communaux voient leurs indemnités augmenter. Ces pensions et allocations survivent d'ailleurs à la crise et vont en augmentant comme les salaires et les retraites. L'assistance concerne également les invalides, les vieillards, les femmes en couches, les enfants et les familles nombreuses, avec toujours un souci constant de réévaluation.

Mais, l'action municipale se manifeste surtout dans les services à vocation sociale qu'elle entretient. Il s'agit principalement du Bureau de Bienfaisance et des hospices civils dont les budgets sont régulièrement étoffés par les subventions de la mairie (1). La nouveauté réside cependant dans la mise en route, dès 1922, d'habitations à bon marché. Un an plus tard, la commune crée un office qui gère les fonds destinés à ces logements sociaux et ce, dans une période de spéculation immobilière.

(1) Qui, de 590.000 francs en 1919, atteignent 3.2 50.000 francs en 1925 pour les trois hospices.

Pierre Gautier ne pratique donc pas une politique sociale au rabais, mais il n'en fait pas un objectif prioritaire. Reste encore cependant à savoir si cette orientation de la politique municipale a eu des effets bénéfiques sur la politique économique municipale.

DES ENTRAVES OU DES AIDES

L'opposition, et en particulier la presse, a toujours affirmé que le favoritisme présidait aux options des édiles. C'était même parfois de la vénalité qu'elle leur reprochait. Mais ces accusations restent généralement sans preuves et ce ne sont pas les facilités accordées aux grandes compagnies concessionnaires ou aux palaces qui peuvent y changer quelque chose. Car ces libéralités (dont la réalité est des plus discutables) procèdent d'une volonté affirmée de promouvoir l'économie locale au travers des entreprises.

Les charges municipales sont, dès lors, restreintes : l'impôt sur le chiffre d'affaires rapporte à la commune : 772.510,85 francs en 1926 contre 11 millions pour l'octroi.

Les professionnels sont d'ailleurs les premiers à le reconnaître et soutiennent massivement Gautier -lors des élections de 1925- car l'action des édiles facilite la reprise économique qui est très nette pour les secteurs du tourisme et du bâtiment.

TOURISME ET BATIMENT

Ces secteurs constituent la base de la prospérité niçoise sur laquelle reposent les autres industries. Or, le tourisme, qui avait beaucoup souffert de la guerre, reprend à partir de 1922 quand débutent "les belles années" qui durent jusqu'en 1928 et qui recouvrent donc le passage de Gautier à la mairie. L'hôtellerie prospère, la vie mondaine reprend et la saison d'été, mise en route en 1920, s'étoffe régulièrement. Les professionnels ont donc tout lieu d'être satisfaits d'un maire dont les mandats coïncident avec leur prospérité.

Le bâtiment respecte le même schéma avec une crise due à la guerre pendant les premières années, puis avec un essor marqué par la fièvre immobilière qui culmine en 1925 et 1926. La seconde industrie niçoise regarde alors l'avenir avec sérénité.

La mairie n'est pas étrangère à ces bilans euphoriques car, si elle se refuse à régenter quoi que ce soit, elle entend favoriser le développement économique. Elle se bat pour promouvoir la cité, crée les fondements de la réussite en revalorisant le cadre niçois et anime la ville, sans parler des facilités offertes aux entreprises locales.

LES NIÇOIS SATISFAITS

La communauté niçoise ne se cantonne cependant pas aux entrepreneurs, et l'opposition municipale reproche à Gautier de pratiquer cette équation abusive en délaissant les "petits" de toutes sortes. L'appareil communal serait donc ainsi à la disposition d'une mafia de nantis.

Il est vrai que des grèves ponctuelles sont et l'émergence de la gauche non radicale confirme l'existence d'un malaise latent (au demeurant encore limité). C'est que la politique sociale ne constitue pas un objectif primordial aux yeux de Pierre Gautier qui attend beaucoup de la relance économique par le haut la prospérité qui affecte les industries majeures rejaillissant sur les autres secteurs puis sur les différentes couches sociales.

Les édiles ne conçoivent, en outre, pas de devoir s'immiscer trop avant dans ces considérations, qu'ils laissent à la discrétion des employeurs.

La consultation électorale, reste en définitive, le meilleur moyen d'approcher l'appréciation des Niçois de la politique municipale. Or, en 1925, la liste Gautier triomphe véritablement en se plaçant en tête dans tous les bureaux de vote, même dans les quartiers les plus populaires.

Le maire en place bénéficie donc alors d'un satisfecit, renouvelé en 1928 avec l'élection de Jean Médecin, adjoint sortant, qui se prononce pour une politique de même inspiration.

La présence de Gautier à l'hôtel de ville est donc synonyme de prospérité pour l'économie niçoise. Le maire a su profiter de la conjoncture mondiale, favorable à partir de 1922, pour rebâtir et relancer la cité dans la mesure de ses moyens qui restent toutefois limités et loin des pôles de décision.

Pierre Gautier n'a pu tenir que cinq ans les rênes de la commune et il meurt le 9 mars 1927 des suites d'une broncho-pneumonie.

Ses quelques années de "règne" lui ont cependant permis de mettre en oeuvre la modernisation de la ville et de ses cadres, avec les débuts de Jean Médecin en particulier. Nice entre réellement dans le XXe siècle sous l'égide de Gautier qui appartient pourtant au siècle écoulé.

Cette contradiction apparente est à rajouter à toutes celles que recèle le personnage. Pierre Gautier présente en fait, comme Janus, deux visages, dont le premier fait de bonhomie et de simplicité a beaucoup abusé les observateurs médiatiques et politiques, qui n'ont découvert le second visage qu'avec l'exercice du pouvoir de Gautier, et surtout après 1925. Cette face cachée est pourtant la plus importante avec tout ce qu'elle contient de froide détermination. Elle a extrait le jeune Rostan de son milieu d'origine et l'a laissé au sommet en empruntant tous les chemins de la réussite sociale puis politique. Le masque inoffensif, offert au public, a couvert la volonté tenace d'un être de qualité qui a mis toute son énergie au service de sa volonté d'aboutir.